Intimidation de journalistes sous Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016

Tops et flops de la semaine.

L’approche choisie par l’opposition de dialoguer avec ceux que certains appellent les ‘’frondeurs’’ c’est-à-dire qui contestent l’accord politique du 12 octobre 2016 dans son volet désignation des chefs de quartier au prorata des résultats des élections municipales.

L’opération du collectif des blogueurs de Guinée (ABLOGUI) pour dénoncer la dégradation du réseau routier à travers une campagne sur les réseaux sociaux **#Montronsnosroutes**.

La reconnaissance des compétences guinéennes mais à l’extérieur avec la nomination de **Ousmane Doré** au poste de

directeur général du Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique centrale. Ministre de l'Économie, des Finances et de la Planification de Guinée en 2007.

Le Directeur Général de la police Bangaly Kourouma pour ses propos démagogiques « Tant qu'Alpha Condé est en vie, il sera le président de la Guinée. »

Aboubacar Sylla de l'UFC qualifiant Faya Millimono du BL de chef des **''frondeurs''** au sein de l'opposition républicaine.

Le préfet de Coyah, Ibrahima Barbosa Soumah attaqué par des hommes armés dans la nuit du 24 novembre 2016. Cela dénote le **climat d'insécurité dans le pays**.

La nouvelle méthode d'intimidation de journalistes sous Alpha Condé : la dernière en date, la menace d'arrestation du journaliste et responsable de médias **Lamine Guirassy**.

SCAN : « [ ] nous avons été gouvernés par des médiocres [ ]» Tierno Monénembo

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016

Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (parti d'opposition)

«Dans un contexte marqué dans une volonté affirmée de toutes les parties d'aller à la décrispation, d'aller vers le respect des lois, d'aller vers le respect des droits des citoyens, c'est à ce moment que des extrémistes du pouvoir décident de venir procéder à l'arrestation de citoyens libres simplement parce qu'ils ont voulu adhérer à l'UFDG ou qu'ils ont adhéré à l'UFDG »

« Vous voyez que notre combat est loin d'atteindre ses objectifs parce que tant que ces pratiques subsistent dans notre pays on ne peut pas s'entendre. Tant qu'il n'y a pas de justice, tant qu'il n'y a pas le respect des droits des

citoyens, de leurs libertés fondamentales on ne peut pas parler de paix. Et l'UFDG ne se laissera pas faire. » ©Guinéenews

---

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition

« A partir du moment où on a des partenaires avec lesquels on estime qu'on n'a plus les mêmes objectifs, le minimum, c'est de se séparer. »

« L'opposition républicaine va se séparer d'eux. En tout cas, je crois qu'il y a ce besoin de clarification. » ©Vision Guinée

---

Tierno Monénembo, romancier guinéen, prix Renaudot 2008

« Au cours de ces cinquante années d'enfer, nous avons été gouvernés par des médiocres. L'actuel président est peut-être le pire de tous. C'est un homme qui divise les Guinéens à l'excès. » « Et puisque les hommes politiques africains n'ont

aucune pitié pour la population, j'ai décidé que je n'aurai aucune pitié pour eux. » ©RFI

Mohamed Lamine Doumbouya, Ministre du budget

Sur la dette intérieure du pays « Le dernier rapport qui est sorti évalue la dette à près de deux mille milliards GNF. C'est une dette qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte depuis les années ''86-87''. La particularité de ces dettes est qu'il y a beaucoup d'entre elles qui ne sont pas sincères. Beaucoup disent que l'Etat leur doit sur la base des réalisations, mais on ne voit pas ces réalisations. Et comme on n'avait pas d'archives en ce moment, c'est difficile. Mais avec l'AFD (Agence Française de Développement, Ndlr) il y a un audit qui a été fait sur la proportion de cette dette. On est en train de voir comment on peut libérer cette dette. » ©Africaguinee

---

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

La société civile dénonce la politisation du conseil de quartiers

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016

L'accord du 12 octobre 2016 ne cesse de susciter des interrogations et des oppositions.

Après le *front national de défense des droits des citoyens* une plateforme des partis politiques et des activistes de la société civile, qui s'insurge contre cette disposition de l'accord qui mentionne la désignation des membres de conseils de quartiers et de districts lors des élections communales et communautaires de 2017, le Conseil national des organisations de la société civile pour la démocratie et le développement de la Guinée (CNOSC-DDG) président par Salmana Diallo dénonce à son tour cette volonté de politisation des quartiers et districts. Pour cet activiste de la société civile, favorable au couplage de ces élections, compte intensifier les plaidoyers auprès des acteurs notamment des députés qui doivent se prononcer sur ces dispositions de l'accord.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « [ ] je souhaite que la politique aille même dans les familles [ ] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition

« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © Vision Guinee

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)

« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © Vision Guinee

Alpha Condé, président de la Guinée

« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © ledjely.com

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [ ] un groupe d'individus, pour des

intérêts personnels, essaierait de s'approprier de la souveraineté du peuple [ ] » Faya Millimouno

écrit par GuineePolitique© | 26 novembre 2016

Faya Millimono président du Bloc Libéral (parti d'opposition) sur l'accord politique du 12 octobre 2016

« Dans cet accord, il apparait premièrement que les partis signataires ont recommandé que les conseils de quartiers et de districts soient composés au prorata des résultats obtenus dans les quartiers et districts par des listes de candidature à l'élection communale. On dit que le président du conseil de chaque quartier et district soit désigné par l'entité dont la liste est arrivée en tête dans ledit quartier ou district. Il est clair qu'une loi qui respecterait cette recommandation sera en contradiction avec notre constitution parce qu'un groupe d'individus, pour des intérêts personnels, essaierait de s'approprier de la souveraineté du peuple. » © Guinéenews (22/10/2016)

Lansana Kouyaté président du PEDN (parti d'opposition) sur le rapprochement entre Cellou Dalein et Alpha Condé

« Je suis un citoyen libre qui constate. Et pour cela, je ne parle même pas en tant que chef d'un parti, mais je peux simplement constater que ce ralliement a été trop rapide sinon brusque à tel point que ça donne le tournis à tout le monde » © Guineeconakry.info (19/10/2016)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo